



Libre circulation des personnes : les avantages l'emportent largement

L'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE assure à la Suisse une immigration sur mesure. Comme le montrent clairement les résultats du 9^e rapport de l'Observatoire sur la libre circulation, les flux migratoires renforcent la place économique et les assurances sociales helvétiques. Le bilan reste positif même si, en 2012, les Allemands étaient moins nombreux à immigrer, contrairement aux Européens du sud et de l'est.

La libre circulation des personnes avec les États de l'UE et de l'AELE est un succès économique pour la Suisse. Telle est la conclusion du rapport de l'Observatoire présenté à Berne, lequel examine chaque année les conséquences de l'accord sur la libre circulation des personnes. L'accord, qui facilite l'accès à des travailleurs qualifiés des pays européens, a largement contribué à la croissance économique et au faible taux de chômage que la Suisse a enregistrés ces dernières années. En 2012, le solde migratoire était de 73 000 étrangers en plus. Contrairement aux années précédentes, où ils venaient principalement d'Allemagne, ils sont venus avant tout des pays du sud et de l'est de l'Europe. Il est intéressant de noter que cela n'a pas de grande influence sur les qualifications ou les groupes de métiers représentés.

Des structures salariales stables et un renforcement des assurances sociales

Même si le phénomène est souvent évoqué, il n'y a guère de signes de dumping salarial. Au contraire, « les mesures d'accompagnement ont fait leurs preuves », a déclaré fermement Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, directrice du SECO. De plus, une étude menée par les Universités de Lausanne et de Zurich arrive à la conclusion qu'on ne peut parler d'une éviction générale des travailleurs indigènes. De légers effets négatifs ne sont recensés que pour les travailleurs hautement qualifiés. Le rapport ne confirme pas non plus la crainte récurrente selon laquelle

de nombreux immigrés viendraient de l'UE avant tout pour profiter du système social généreux de la Suisse. Au contraire, la part des assurances sociales financée par des ressortissants de pays de l'UE et de l'AELE augmente depuis des années. À l'heure actuelle, ils contribuent à hauteur de 22 % au financement des assurances du 1er pilier et ne touchent que 15 % des prestations.

De nombreuses branches ont besoin de l'immigration

Au vu de la situation, il est clair, pour l'économie suisse, que la libre circulation est une réussite qu'il faut défendre absolument. De nouvelles solutions sur des thématiques liées à l'immigration, comme la pénurie de logement, l'aménagement du territoire et les transports, sont en discussion au niveau politique. L'économie suisse salue le vaste débat portant sur la façon dont la Suisse pourra durablement assurer la croissance économique et une qualité de vie élevée. En revanche, les interventions radicales comme l'initiative « contre l'immigration de masse » de l'UDC ne sont pas le bon moyen de relever les défis à venir.

[Rapport de l'Observatoire \(allemand\)](#)